

PROCEDURE DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU

Plan Local d'Urbanisme

applicable au territoire de la commune de

COULOGNE

6-1. Liste des personnes publiques associées

Monsieur le Préfet
Préfecture du Pas-de-Calais
Rue Ferdinand Buisson
62021 ARRAS Cedex

Madame la Sous-Préfète
Sous-Préfecture de Calais
9 Esplanade Jacques Vendroux
62100 CALAIS

Monsieur le Président
Conseil Régional des Hauts-de-France
Direction de l'Aménagement Durable
Hôtel de Région
151 avenue du Président Hoover
59055 LILLE Cedex

Monsieur le Président
Conseil Départemental du Pas-de-Calais
Hôtel du Département
Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Monsieur le Directeur
DDTM du Pas-de-Calais
100 avenue Winston Churchill
CS 1007
62022 ARRAS Cedex

Monsieur le Président
Chambre de Commerce et d'Industrie des Hauts-de-France
Antenne du Littoral
24 boulevard des Alliés
CS 50199
62104 CALAIS Cedex

Monsieur le Président
Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Hauts-de-France
320 boulevard du 8 mai
CS 20205
62104 CALAIS Cedex

Monsieur le Président
Syndicat Mixte du Pays du Calaisais
Hôtel de Ville
Place du Soldat Inconnu
62100 CALAIS

Monsieur le Président
SITAC
2 rue Aristide Briand
62100 CALAIS

Monsieur le Président
Chambre d'Agriculture des Hauts-de-France
Service Aménagement du Territoire
56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 SAINT-LAURENT-BLANGY CEDEX

Monsieur le Directeur Départemental
Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais
ZAL des Chemins Croisés
18 rue Renée Cassin
BP 20077
62052 SAINT-LAURENT-BLANGY CEDEX

Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais
100 avenue Winston Churchill
SP 7
62022 ARRAS Cedex

Monsieur le Directeur
Direction Générale de l'Aviation Civile
District Nord-Pas-de-Calais
Aérodrome de LILLE-LESQUIN
BP 429
59814 LESQUIN Cedex

Monsieur le Directeur
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France
44 rue de Tournai
59019 LILLE Cedex

Monsieur le Directeur
Réseau de Transport d'Electricité
Centre de développement et d'ingénierie de Lille
62 rue Louis Delos
59700 MARCQ EN BAROEUL

Monsieur le Directeur
SNCF Immobilier
Direction Immobilière Nord
Immeuble Perspective - 7^{ème} étage
449 avenue Willy Brandt
59777 EURLILLE

Monsieur le Directeur
Agence de l'Eau Artois-Picardie
Centre Tertiaire de l'Arsenal
200 rue Marcelins
BP 80818
59508 DOUAI Cedex

Monsieur le Directeur Départemental
Direction de la Sécurité et de la Protection Civile du
Pas-de-Calais
Rue Ferdinand Buisson
62000 ARRAS Cedex 9

Madame la Présidente
Communauté d'agglomération GRAND CALAIS
TERRES & MERS
Direction du Cycle de l'eau
76 Boulevard Gambetta
CS40021
62101 Calais Cedex

Monsieur le Président
Communauté de Communes Pays d'Opale
9 avenue de la Libération
62340 GUINES

Monsieur le Directeur
Voies Navigables de France
175 rue Ludovic Boutleux
CS30820
62408 BETHUNE CEDEX

Monsieur le Directeur
Voies Navigables de France - DT Nord-Pas-de-
Calais
37 rue du Plat
BP 725
59034 LILLE CEDEX

Monsieur le Président
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Delta de l'Aa
Institution Intercommunale des Wateringues
7 rue du Colonel Doyen
BP 40373
62505 SAINT-OMER Cedex

Monsieur le Directeur général
Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France
Bâtiment Onix A
556 avenue Willy Brandt
59777 EURLILLE

Monsieur le Directeur
Société des Eaux de Calais
Rue d'Ajaccio
62100 CALAIS

Madame le Maire
Commune de Calais
Hôtel de Ville
Place du Soldat Inconnu
62100 CALAIS

Madame le Maire
Commune de Marck
2 Place de l'Europe
62730 MARCK

Madame le Maire
Commune de LES ATTAQUES
1047 route Nationale
62730 LES ATTAQUES

Monsieur le Maire
Commune de Coulogne
Place de la Mairie
62137 COULOGNE

Monsieur le Maire
Commune de HAMES-BOUCRES
Rue de l'Eglise
62340 HAMES-BOUCRES

Monsieur le Maire
Commune de COQUELLES
980 Avenue Charles de Gaulle
62231 COQUELLES

6-2.Lettre de consultation

GRAND CALAIS
Terres & Mers



Direction Aménagement et Stratégie Territoriale
Département du Domaine Urbain
Service Urbanisme & Planification

Tél. : 03.21.46.66.42

Affaire suivie par : L. LANNOY

Courriel : urbanisme.planification@grandcalais.fr

Vos références :

RAR : 2C 181 598 7435 9

Natacha BOUCHART

Présidente de Grand Calais Terres & Mers
Maire de Calais
Conseillère Régionale des Hauts-de-France

A

Madame la Sous-Préfète
Sous-Préfecture de Calais
9 Esplanade Jacques Vendroux
62100 CALAIS

Calais,

Objet : Modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne (62137) – Consultation des Personnes publiques Associées

Madame la Sous-Préfète,

La Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres & Mers est compétente en matière d'élaboration des documents d'urbanisme.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération engage actuellement une procédure de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de COULOGNE.

En application de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme, j'ai donc l'honneur de vous transmettre, le dossier de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CALAIS afin que vous puissiez formuler un avis sur ce projet de modification.

Conformément aux dispositions de l'article R. 153-4 du Code de l'Urbanisme, vous disposez d'un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de modification pour rendre votre avis.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous en remerciant, je vous prie d'agréer, Madame la Sous-Préfète, l'expression de mes salutations respectueuses.

Pour la Présidente,
le Vice-Président délégué à l'aménagement
du territoire,

Signé électroniquement par : Pascal
PESTRE
Date de signature : 07/07/2025
Qualité : 10ème Vice-Président
délégué à l'aménagement du
territoire

PJ : Notice descriptive de la modification de droit commun du PLU

Toute la correspondance doit être adressée à Madame la Présidente
76, Bd Gambetta - CS 40021 – 62101 CALAIS

6-3. Avis des personnes publiques associées



Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

23 JUIN 2025

Sécritariat de la Direction
Générale des Services

DGA TRANSITION ECOLOGIQUE
DIRECTION CYCLE DE L'EAU

N° Tel: 03.21.19.56.01

Dossier suivi par : Direction du Cycle de
l'Eau

Objet : Modification de droit commun n°2 du
PLU de Coulogne - Consultation des
personnes publiques associées

Natacha BOUCHART
Présidente de Grand Calais Terres et Mers
Maire de Calais
Conseillère Régionale des Hauts-de-France

À

MADAME LA PRESIDENTE DE GRAND CALAIS TERRES
ET MERS

SERVICE URBANISME ET PLANIFICATION

76 BOULEVARD GAMBETTA

CS 40021

62101 CALAIS

Calais, le 13 mai 2025

Madame la Présidente,

Par la présente, j'accuse réception de votre courrier référencé 2C18159874427 par lequel vous sollicitez l'avis de la Direction du Cycle de l'Eau concernant le dossier de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne.

Aussi, je tiens à porter à votre connaissance que ce dossier n'appelle aucune remarque ni observation du point de vue des compétences «Assainissement Eaux Usées et Eaux Pluviales».

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations respectueuses..

Pour la Présidente,

La Conseillère Communautaire déléguée

à l'assainissement collectif



Véronique DUMONT-DESEIGNE

*Toute la correspondance doit être adressée à Madame la Présidente
76, Bd Gambetta - CS 40021 - 62101 CALAIS - Téléphone : 03-21-19-55-00*



Grand Calais Terres et Mers
Madame la Présidente
76, Bd Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS

Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

02 JUIN 2025

Secrétariat de la Direction
Générale des Services

Service : Aménagement Territorial
Nos références : SB / AN / IM / 2025 - 403
Dossier suivi par : Anne NICOLAS
anne.nicolas@npdc.chambagri.fr
Vos références : -
Objet : **Modification de droit commun n°2 du PLU de Coulogne**

Saint-Laurent-Blangy, jeudi 26 juin 2025

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Madame la Présidente,

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées, vous nous avez fait parvenir le projet de modification du PLU de Coulogne. Nous vous en remercions.

En préambule, la Chambre d'Agriculture trouve dommage qu'une modification ait été entreprise et n'ait pas pris en considération l'évolution des sièges d'exploitation de la commune, alors que la demande en avait été formulée lors des réunions de diagnostic agricole.

Cela ne nous paraît pas contrevenir aux orientations du PADD du Plu opposable.

Ensuite, l'examen du présent dossier de modification amène la Chambre d'Agriculture à formuler les observations suivantes :

Les modifications portant sur les éléments suivants n'appellent pas de remarque particulière de notre Etablissement :

- Le reclassement d'un secteur UD en secteur UC pour le rendre plus dense
- La suppression du PAPAG
- L'évolution du règlement écrit de la zone UD
- La mise à jour des emplacements réservés

En revanche, le projet de reclassement d'une partie (6.3ha) de la zone 1A vers la zone N en vue de la création d'une zone de compensation écologique nous interpelle à plusieurs titres :

Siège social
299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

www.hautsdefrance.chambre-agriculture.fr



- Le foncier à vocation économique « sacrifié » sur un axe routier structurant, ne sera-t-il pas reporté sur d'autres terres dans le cadre du PLUi ?
- Même si ces parcelles ne faisaient plus l'objet d'une véritable exploitation agricole, dans la mesure où elles n'étaient plus affectées, le produit de la récolte était valorisé annuellement par des exploitants locaux ;

Aussi, nous nous interrogeons sur le devenir de cette parcelle à des fins de compensation écologique notamment pour le projet de construction de la 3^e piscine intercommunale, dont le terrain d'assiette fait un peu plus d'un hectare...

Nous souhaitons nous assurer que la mobilisation d'une surface aussi importante (plus de 6 ha) à des fins de compensation écologique, d'un projet situé à quelques kilomètres, pourra également satisfaire les besoins d'autres projets.

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture se permet de signaler quelques erreurs constatées sur la forme :

- Le projet (format plan) de l'OAP fait apparaître un zonage AUxa... Ce zonage dédié à des activités commerciales n'est pas cohérent avec l'objet de la modification présentée dans la notice explicative (p22) ni avec l'évolution du projet de Plan de Zonage du PLU
- Le projet de plan de zonage transmis mentionne des informations erronées ou incomplètes dans sa partie légende :
 - . Le secteur UDh semble correspondre au lycée d'enseignement agricole.
 - . Le secteur 1AUa pourtant représenté sur la carte ne figure pas.
 - . L'intitulé de la zone N « secteur agricole où les constructions en lien avec une activité d'entrepreneur agricole est autorisée » ne correspond pas à sa description dans les autres pièces du PLU.

Comptant sur la prise en compte de nos remarques et restant à votre disposition pour discuter de ces modifications.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex
Tél : 03 21 60 57 57
Siret 130 013 543 00025

Siège social

299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

www.hautsdefrance.chambre-agriculture.fr

Le Président

Sébastien BOCQUET



urbanisme-planification

De: SNIA-BF Urbanisme NORD <snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr>
Envoyé: jeudi 10 avril 2025 17:13
À: urbanisme-planification
Cc: Magalie Brice; dsacn-lille-obstacles; Manon Floren
Objet: 2025-R51084-modification n°2 du PLU de Coulogne-62
Pièces jointes: Fiche T4.docx; Fiche T5.docx; Fiche T7.docx; PSA_CALAIS-MARCK.kmz

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

A l'attention de L Lannoy,

Bonjour ,

Le dossier de modification du PLU nous a été transmis par la DSAC HDF N pour avis éventuel de la DGAC.

En premier point, je précise que la notification du dossier de modification de PLU à la DGAC, en qualité de service de l'Etat, en application de l'article L153-40 du code de l'urbanisme, n'est pas systématique.

Elle est conseillée lorsque les modifications proposées pourraient porter atteinte aux servitudes de dégagement ou radioélectrique gérées par la DGAC.

Il semble que les annexes du PLU seront mises à jour lors de cette procédure. Aussi, je vous invite à veiller à ce que le plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) de l'aérodrome de Calais Marck adopté le 10/1/1979 soit bien reporté en annexe du PLU relative aux servitudes d'utilité publique (SUP).

Les secteurs situés en dehors de cette servitude sont concernés par la servitude T7 relative aux obstacles de grande hauteur.

Vous trouverez, ci-joint, le tracé du PSA en format kmz (google earth), les fiches T5(PSA) et T4 (balisage en PSA) et T7 pour une mise à jour éventuelle des annexes SUP du PLU.

La DGAC n'a pas d'observation à émettre sur les autres motifs de la modification du PLU.

Bien cordialement

Guillaume TERRIER

Adjoint à la cheffe de l'unité gestion domaniale et servitudes
Chargé de l'instruction des demandes d'avis sur les obstacles à la navigation aérienne
SNIA NORD/IOP/UGDS
06.27.50.15.83 / 01.44.64.32.28
82 rue des Pyrénées
75970 Paris Cedex



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

<https://intra.snia.e2.rie.gouv.fr/snia-nouvelle-plaquette-de-presentation-a2959.html>

SERVITUDE T4

SERVITUDE AERONAUTIQUE DE BALISAGE (AERODROMES CIVILS ET MILITAIRES)



1 - GENERALITES

Législation

- Convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble des protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique quadrilingue de ladite convention
- Code des transports :
 - Article L.6351-1
 - Articles L.6351-6 à L.6351-9
 - Articles L.6372-8 à L.6372-10
- Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques
- Arrêté du 3 septembre 2007 relatif à l'implantation et à la structure des aides pour la navigation aérienne installées à proximité des pistes et des voies de circulation d'aérodromes
- Arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne

Définition

Des servitudes spéciales, dites servitudes aéronautiques, sont créées afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs. Elles comprennent des servitudes aéronautiques de balisage comportant l'obligation de pourvoir certains obstacles ainsi que certains emplacements de dispositifs visuels ou radioélectriques destinés à signaler leur présence aux navigateurs aériens ou à en permettre l'identification ou de supporter l'installation de ces dispositifs (art. L.6351-1 du code des transports).

Les surfaces de balisage sont des surfaces parallèles et se situant 10 mètres (20 mètres pour les obstacles filiformes) en dessous des surfaces de dégagement aéronautiques (servitude T5).

Elles proviennent d'une étude d'évaluation d'obstacles faite par les services de la navigation aérienne dans la note explicative jointe à la servitude aéronautique de dégagement.

Une liste non exhaustive comprenant les obstacles repérés en X, Y, Z sur un plan avec un numéro et une couleur (vert végétation, rouge tous les autres obstacles artificiels) est fournie en annexe de la servitude aéronautique de dégagement.

Toutefois, le balisage peut être imposé par rapport aux surfaces aéronautiques de dégagement basées sur les infrastructures existantes.

L'acte qui a institué cette servitude sur le territoire concerné par le Plan Local d'Urbanisme est un arrêté ministériel en date de XXX

Aérodrome de XXX de catégorie XXX

Bénéficiaires	Gestionnaires
<ul style="list-style-type: none"> Les créateurs des catégories suivantes d'aérodromes : <ul style="list-style-type: none"> Tous les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique Les aérodromes à usage restreint créés par l'Etat Dans les conditions fixées par voie réglementaire, certains aérodromes à usage restreint créés par une personne autre que l'État Les exploitants de ces mêmes aérodromes 	<ul style="list-style-type: none"> Les services de l'aviation civile : <ul style="list-style-type: none"> Le direction du transport aérien (DTA) à la direction générale de l'aviation civile (DGAC) Les directions inter-régionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC-IR) DGAC/SNIA NORD/UGDS-Guichet unique urbanisme-instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne-82 rue des Pyrénées-75970 PARIS CEDEX 20 Les services de l'aviation militaire

II - PROCEDURE D'INSTITUTION

S'agissant de la procédure d'instauration, de modification ou de suppression de ces servitudes, il convient de se référer à la servitude de type T5 dite « servitude aéronautique de dégagement » qui décrit la procédure d'approbation d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

L'autorité administrative peut prescrire (article L.6351-6 du code des transports) :

1. Le balisage de tous les obstacles qu'elle juge dangereux pour la navigation aérienne ;
2. L'établissement de dispositifs visuels ou radioélectriques d'aides à la navigation aérienne ;
3. La suppression ou la modification de dispositifs visuels de nature à créer une confusion avec les aides visuelles à la navigation aérienne.

Selon l'arrêté du 7 juin 2007 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques, un obstacle désigne tout ou partie d'un objet fixe (temporaire ou permanent) ou mobile :

- Qui est situé sur une aire destinée à la circulation des aéronefs à la surface ; ou
- Qui fait saillie au-dessus d'une surface définie destinée à protéger les aéronefs en vol ; ou
- Qui se trouve à l'extérieur de ces surfaces définies et qui est jugé être un danger pour la navigation aérienne.

Les obstacles à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, sont déterminés en tenant compte de leurs caractéristiques et des conditions dans lesquelles ils se présentent pour les pilotes. Sur les portions de sol situées au-dessous des surfaces de dégagement d'un aérodrome, telles que définies dans l'arrêté du 10 juillet 2006, l'obligation du balisage lumineux et, éventuellement, du balisage par marques, peut être imposée dans les conditions prévues à l'annexe 7 de l'arrêté du 7 juin 2007.

Annexe VII de l'arrêté du 7 juin 2007

Le balisage des obstacles a pour objectif de signaler la présence d'un danger. Il ne supprime pas le danger lui-même. La nécessité du balisage dépend, entre autres facteurs, de la façon dont se présentent les obstacles pour le pilote. Ainsi, la présence d'obstacles non balisés à côté d'obstacles balisés peut-elle être plus dangereuse que l'absence totale de balisage.

La détermination des obstacles à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, doit, pour ces raisons, faire, dans chaque cas, l'objet d'une étude particulière.

Sous cette réserve fondamentale, l'outil généralement utilisé pour cette étude à l'intérieur des zones couvertes pour les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement d'un aérodrome est constitué par des surfaces dites de balisage, parallèles aux surfaces précitées.

S'agissant d'abord des obstacles massifs et des obstacles minces, ces derniers étant pris alors en compte pour leur hauteur réelle, les surfaces de balisage à considérer sont situées 10 m en dessous des différentes surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement et limitées chacune par le plan horizontal ayant pour altitude celle du point le plus bas de la ligne d'appui correspondante.

S'agissant maintenant des obstacles filiformes (également pris ici pour leur hauteur réelle), les surfaces de balisage à considérer sont situées 20 m en dessous des différentes surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement et limitées chacune par le plan horizontal ayant pour altitude celle du point le plus bas de la ligne d'appui correspondante.

Lorsqu'un tronçon d'obstacle filiforme devant être balisé est situé dans une trouée d'aérodrome, la partie à baliser comprendra, outre ce tronçon, deux tronçons adjacents de 50 m de longueur au moins. En outre, dans le cas où deux tronçons distants de plus de 100 m seraient à baliser, chacun des deux tronçons adjacents intermédiaires à baliser sera prolongé suivant le cas jusqu'à leur rencontre ou jusqu'au support le plus proche.

Les conditions techniques de réalisation du balisage des obstacles sont fixées par le ministre chargé de l'aviation civile et dans l'arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

Financement du balisage et droits (Article R6351-30 à 38 du code des Transports)

Sous réserve des dispositions particulières concernant le balisage sur l'emprise de l'aérodrome ou concernant certains aérodromes non ouverts à la circulation aérienne publique, les frais d'installation, d'entretien et de fonctionnement des balisages aéronautiques sont à la charge de l'État, sauf lorsque le balisage s'applique aux lignes électriques d'une tension égale ou supérieure à 90 000 volts ou aux installations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 6352-1 du code des transports, auquel cas les frais sont à la charge de l'exploitant des lignes ou du propriétaire des installations.

Pour la réalisation de ces balisages, l'administration dispose des droits d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'ébranchage ainsi que du droit d'installation des dispositifs sur les murs extérieurs et les toitures. Ces droits pourront être exercés par les personnes privées éventuellement chargées du balisage.

L'entretien du balisage incombe à la personne morale ou physique aux frais de laquelle le balisage a été effectué. Cet entretien garantit le maintien de la visibilité de l'obstacle dans le temps. Le balisage lumineux est surveillé par la personne morale ou physique aux frais de laquelle le balisage a été effectué (télésurveillance ou procédures d'exploitation spécifiques). Toute défaillance ou interruption du balisage est signalée dans les plus brefs délais à l'autorité territorialement compétente (art. 4 de l'arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne).

Le ministre chargé de l'aviation civile ou, pour les obstacles interférant avec les aérodromes, espaces, zones ou itinéraires qui le concernent, le ministre de la défense peut accorder une dérogation aux dispositions de l'arrêté de 7 décembre 2010 à la demande de la personne morale ou physique aux

frais de laquelle le balisage est effectué. Cette demande est accompagnée d'un dossier qui justifie les fondements (techniques ou environnementaux) de cette dernière, décrit le balisage souhaité et le cas échéant la durée d'application envisagée, et démontre que la sécurité des aéronefs n'est pas compromise. La décision est alors notifiée à la personne morale ou physique aux frais de laquelle le balisage est effectué (art. 5 de l'arrêté du 7 décembre 2010).

Amendes encourues

Les infractions aux dispositions régissant les servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage instituées dans l'intérêt de la circulation aérienne sont punies de 3 750 € d'amende (art. L.6372-8 du code des transports).

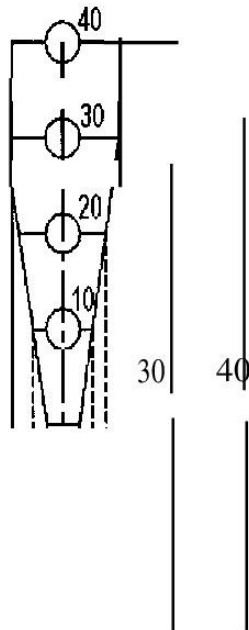
Sur réquisition du ministère public agissant à la demande du ministre intéressé, le tribunal saisi de la poursuite impartit aux personnes qui contreviennent aux dispositions de l'article L. 6372-8, sous peine d'une astreinte de 1,50 € à 15 € par jour de retard, un délai pour enlever ou modifier les ouvrages frappés de servitudes ou pour pourvoir à leur balisage.

Dans le cas où ce délai n'est pas observé, l'astreinte prononcée court à partir de l'expiration du délai jusqu'au jour où la situation est effectivement régularisée.

Si cette régularisation n'est pas intervenue dans l'année de l'expiration du délai, le tribunal peut, sur réquisition du ministère public agissant dans les mêmes conditions, relever à une ou plusieurs reprises le montant de l'astreinte, même au-delà du maximum prévu par le premier alinéa.

Le tribunal peut autoriser le reversement d'une partie des astreintes lorsque la situation a été régularisée et que le redevable établit qu'il a été empêché d'observer par une circonstance indépendante de sa volonté le délai qui lui avait été imparti.

En outre, si, à l'expiration du délai fixé par le jugement, la situation n'a pas été régularisée, l'administration peut faire exécuter les travaux d'office aux frais et risques des personnes civilement responsables.



SERVITUDE T5

SERVITUDE AERONAUTIQUE DE DEGAGEMENT (AERODROMES CIVILS ET MILITAIRES)

1 - GENERALITES

Législation

- Code des Transports
 - Article L.6350-1
 - Article L.6351-1
 - Articles L.6351-2 à L.6351-5
 - Articles R (D) 6351-1 à 28

Définition

Servitudes créées afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs, à l'exclusion des servitudes radioélectriques. Elles sont définies:

- Par un plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) établi pour chaque aéroport, ou
- Ou par des mesures provisoires de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre en cas d'urgence, avant d'être reprises dans un PSA approuvé.

L'acte qui a institué cette servitude sur le territoire concerné par le Plan Local d'Urbanisme est un arrêté ministériel en date du XXX:

Aéroport de XXX

Bénéficiaires	Gestionnaires
<ul style="list-style-type: none"> Les créateurs des catégories suivantes d'aérodromes : <ul style="list-style-type: none"> Tous les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique Les aérodromes à usage restreint créés par l'État Dans les conditions fixées par voie réglementaire, certains aérodromes à usage restreint créés par une personne autre que l'État Les exploitants de ces mêmes aérodromes (personnes publiques ou privées) 	<ul style="list-style-type: none"> Les services de l'aviation civile : <ul style="list-style-type: none"> Le direction du transport aérien (DTA) à la direction générale de l'aviation civile (DGAC) Les directions inter-régionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC-IR) DGAC/SNIA NORD/UGDS-Guichet unique urbanisme-instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne-82 rue des Pyrénées-75970 PARIS CEDEX 20 Les services de l'aviation militaire

II - PROCEDURE D'INSTITUTION

A-PROCEDURE

1. *Déroulement de la procédure d'élaboration d'un PSA*

- Études préalables visant à déterminer les zones de protection,
- Conférence entre services intéressés,
- Enquête publique dans les conditions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique
- Approbation par:
 - Arrêté du ministre chargé de l'aviation civile**, en accord s'il y a lieu, avec le ministre des Armées,
 - Ou **décret en Conseil d'État** si les conclusions de rapport d'enquête, les avis des services et des collectivités publiques intéressés sont défavorables

Cet arrêté ou ce décret peuvent valoir déclaration d'utilité publique de tout ou partie des opérations nécessaires à la mise en œuvre du plan de servitudes (soit la suppression ou la modification des bâtiments, soit une modification de l'état antérieur des lieux déterminant un dommage direct, matériel et certain).

2. *Pièces du dossier soumis à l'enquête publiques*

- Un **plan de dégagement** qui détermine les diverses zones à frapper de servitudes avec l'indication, pour chaque zone, des cotes limites à respecter suivant la nature et l'emplacement des obstacles,
- Une **notice explicative** exposant l'objet recherché par l'institution des servitudes, ainsi que la nature exacte de ces servitudes et les conditions de leur application, tant en ce qui concerne les constructions, installations et plantations existantes que les constructions, installations et plantations futures

Une **liste d'obstacles** dépassant les cotes limites,

Un **état des signaux, bornes et repères** existant au moment de l'ouverture de l'enquête et utiles pour la compréhension du plan de dégagement (dispositifs mis en place, à titre provisoire ou permanent, pour la réalisation des études préalables).

3. Procédure d'élaboration de mesures provisoires de sauvegarde

Même procédure que pour l'élaboration d'un PSA mais approbation par **arrêté du ministre chargé de l'aviation civile ou par le ministre des Armées.**

S'agissant de mesures transitoires, le délai de validité de cet arrêté est de deux ans au terme desquels ces mesures devront avoir été reprises dans un PSA approuvé.

4. Procédure de modification et de suppression d'un PSA

Même procédure que pour l'élaboration d'un PSA mais sans enquête publique si la modification a pour objet de supprimer ou d'atténuer des servitudes prévues par le plan.

B • INDEMNISATION

L'article D. 6351-15 du code des Transports rend applicable aux servitudes aéronautiques de dégagement les dispositions des articles L. 55 et L. 56 du code des postes et des télécommunications en cas de suppression ou de modification de bâtiments.

Lorsque les servitudes entraînent la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature, ou encore un changement de l'état initial des lieux générateur d'un dommage direct, matériel et certain, la mise en application des mesures d'indemnisation est subordonnée à une décision du ministre chargé de l'aviation civile ou du ministre chargé des armées. Cette décision est notifiée à l'intéressé comme en matière d'expropriation, selon les dispositions de l'article D.6351-16 du code des Transports.

Si les propriétaires acceptent d'exécuter eux-mêmes ou de faire exécuter par leur soin les travaux de modification aux conditions proposées, il est passé entre eux et l'administration une convention rédigée en la forme administrative fixant entre autres le montant des diverses indemnités (déménagement, détérioration d'objets mobiliers, indemnité compensatrice du dommage résultant des modifications) (article D.6351-17 du code des Transports).

Si les servitudes instituées par le plan de servitude aéronautique de dégagement viennent à être atténuées ou supprimées de sorte que tout ou partie des lieux puisse être rétabli dans son état antérieur, l'administration peut poursuivre la récupération de l'indemnité qu'elle a versée en compensation d'un préjudice supposé permanent, déduction faite du coût de remise en état des lieux dans leur état primitif ou dans un état équivalent (article R.6351-18 du code des Transports).

C - PUBLICITE (D.6351-9 et 10 du code des Transports)

Une copie du plan de servitudes aéronautiques de dégagement est déposée à la mairie des communes et au siège des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire desquelles sont assises les servitudes.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale et le maire des communes concernées assurent la publication en ligne du plan de servitudes aéronautiques de dégagement. Pour les communes de moins de 3 500 habitants, en l'absence de publication en ligne, le public est informé du dépôt mentionné ci-dessus par voie d'affichage en mairie et d'insertion dans un journal mis en vente dans le département et par tous autres moyens en usage dans la commune.

Le maire fait connaître à toute personne qui le lui demande si un immeuble situé sur le territoire de la commune est grevé de servitudes aéronautiques de dégagement.

S'il en est requis par écrit, il répond par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de huit jours ou par voie électronique, dans les conditions prévues par l'article L. 112-15 du code des relations entre le public et l'administration, dans un délai de huit jours.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

Ces servitudes aéronautiques comportent :

- L'interdiction de créer ou l'obligation de modifier, voire de supprimer des obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité (lumineux, radioélectriques ou météorologiques) établis dans l'intérêt de la navigation aérienne,
- L'interdiction de réaliser sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitudes aéronautiques des travaux de grosses réparations ou d'amélioration exemptés du permis de construire sans autorisation de l'autorité administrative.

Possibilité pour les agents de l'administration et pour les personnes auxquelles elle délègue des droits de pénétrer sur les propriétés privées pour y exécuter des études nécessaires à l'établissement des plans de dégagement, et ce dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 pour les travaux publics (article R.6351-3 du code des Transports).

Possibilité pour l'administration d'implanter des signaux, bornes et repères nécessaires à titre provisoire ou permanent, pour la détermination des zones de servitudes (application de la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et de la loi du 28 mars 1957 concernant la conservation des signaux, bornes et repères) (article R.6351-4 du code des Transports).

Obligation de modifier ou de supprimer les obstacles de nature à constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de la sécurité établis dans l'intérêt de la navigation aérienne ou de pourvoir à leur balisage. Ces travaux sont exécutés conformément aux termes d'une convention passée entre le propriétaire et le représentant de l'administration. Cette convention précise :

- Les modalités et délais d'exécution des travaux, l'indemnité représentative de leur coût et les conditions de versement ;
- L'indemnité, s'il y a lieu, pour frais de déménagement, détériorations d'objets mobiliers et autres dommages causés par l'exécution des travaux ;
- L'indemnité compensatrice, s'il y a lieu, des autres éléments du dommage résultant des modifications apportées à la situation des lieux.

La convention peut prévoir l'exécution des travaux par les soins de l'administration.

Obligation de laisser pénétrer sur les propriétés privées les représentants de l'administration pour y exécuter les opérations nécessaires aux études concernant l'établissement du plan de dégagement.

Pour les régions des Hauts-de-France et d'Ile-de-France, les demandes d'avis sur les obstacles temporaires ou permanents sont instruites par le SNIA NORD : DGAC/SNIA NORD/UGDS-Guichet unique urbanisme-instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne-82 rue des Pyrénées-75970 PARIS CEDEX 20- Courriel : snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr.

Toutefois, il convient d'adresser les demandes d'avis sur obstacle en utilisant la plateforme du guichet unique obstacles : <https://www.ecologie.gouv.fr/guichet-unique-urbanisme-et-obstacles-circulation-aerienne>

SERVITUDE T7

SERVITUDE AERONAUTIQUE A L'EXTERIEUR DES ZONES DE DEGAGEMENT CONCERNANT DES INSTALLATIONS PARTICULIERES

1 - GENERALITES

Législation

- Code des Transports : L.6352-1, R.6352-1 à 6
- Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation.

Définition

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la Défense.

Cette servitude s'applique sur tout le territoire national.

Gestionnaires:

1. Ministère en charge de l'Aviation civile-DGAC-SNIA
2. Ministère en charge de la Défense

II - PROCEDURE D'INSTITUTION

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation ainsi que la liste des pièces qui doivent être annexées à la demande d'autorisation.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - CHAMP D'APPLICATION

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- 130 mètres, dans les agglomérations ;
- 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aéroports ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

B- DEMANDE D'AUTORISATION

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.6352-2 du code des Transports, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées aux services de la DGAC (ministère de l'aviation civile) et du ministère de la défense.

DGAC : Pour les régions des Hauts-de-France et d'Ile-de-France, les demandes d'autorisations sont instruites par le SNIA NORD : DGAC/SNIA NORD/UGDS-Guichet unique urbanisme-instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne-82 rue des Pyrénées-75970 PARIS CEDEX 20- Courriel : snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr.

Toutefois, il convient d'adresser les demandes d'accord en utilisant la plateforme du guichet unique obstacles : <https://www.ecologie.gouv.fr/guichet-unique-urbanisme-et-obstacles-circulation-aerienne>

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations mentionnées à l'article L. 6352-1 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret. Les

dispositions de l'article L. 6351-5 sont dans ce cas applicables.

Les demandes d'accord sur les obstacles exemptés de permis de construire sont instruites selon les dispositions de l'article D.6352-7 du code des Transports.

C - INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur.



**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Dossier suivi par : Jodie DUBOIS
Gestionnaire de dossiers urbanisme
Service développement territorial
dubois.jodie@pasdecalais.fr - 03 21 21 91 58

Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

16 JUIN 2025

Secrétariat de la Direction
Générale des Services

Madame Natacha BOUCHART
Présidente
Communauté d'agglomération du Grand Calais
Terres & Mers
76 boulevard Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS

Vos réf : votre courrier du 3 avril 2025

Nos réf : DDAE/SDT/U – AC/LCT/JD

Objet : avis du Département – modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Coulogne

Madame la Présidente,

Par courrier susvisé, vous avez adressé au Département, une consultation dans le cadre de votre projet de modification de droit commun n°2 du PLU sur la commune de Coulogne.

Le projet porte sur plusieurs évolutions du document d'urbanisme :

- le reclassement d'une partie de la zone 1AUX vers la zone N ;
- le reclassement d'un secteur de la zone UD vers la zones UC ;
- la suppression d'un périmètre d'attente de projet d'aménagement global ;
- la mise à jour des emplacements réservés et l'évolution du règlement sur la zone UD ;
- l'évolution de l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3 ;
- l'évolution du rapport de présentation et des annexes.

Le Département prend en considération plusieurs éléments de ce projet au regard de ses compétences :

- les mobilités alternatives, particulièrement les aménagements cyclables ;
- l'itinérance et la randonnée pédestre ;
- les espaces naturels sensibles ;
- la mobilité routière, particulièrement les routes départementales ;
- la biodiversité sur les propriétés départementales.

Dans le cadre de l'Opération d'Aménagement de Programmation (OAP) n°3, une évolution de la zone à vocation économique est apportée avec un changement de la zone d'urbanisation à court terme vers la création d'une zone d'activités commerciales. Cette évolution amène le report de la zone 1AUX sur ce nouveau périmètre au travers du nouveau zonage 1AUXa de 7,2 hectares.

D'une part, avec la proximité immédiate de la zone humide, le Département conseille un travail paysager sur cette OAP afin d'améliorer l'intégration paysagère de ce nouveau secteur avec son environnement.

Egalement, le Département a identifié 2 itinéraires sur la commune concernée :

- l'itinéraire EV4 « Vélo maritime » ;
- l'itinéraire EV5.

Ces éléments sont à prendre en considération dans votre projet pour la sécurité des usagers et les connexions possibles avec ces itinéraires permettant de proposer une alternative à la voiture.

D'autre part, cette nouvelle activité commerciale amènera un trafic supplémentaire sur la route départementale 943. Celle-ci est de 1^{ère} catégorie avec un trafic voiture de 12 309 véhicules par jour et un trafic poids lourds de 1 058 véhicules par jour.

Le Département attire votre attention sur l'accentuation du trafic sur cette route départementale par cette activité future.

Par ailleurs, pour toute création d'accès ou modification de connexion sur une route départementale, une concertation préalable avec les services du Département devra être organisée afin de déterminer les aménagements permettant d'assurer la sécurité des usagers.

Les services du Département restent à votre disposition pour échanger sur le carrefour à qualifier au niveau de la zone économique existante et se trouvant sur cette route départementale.

Sous réserve du respect des éléments listés ci-dessus, le Département émet un avis favorable sur votre projet, et reste à votre disposition pour tout projet d'aménagement cyclable et de biodiversité.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le 12 juin 2025
Pour le Président du Conseil départemental,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'J. Dehuysser', with a long horizontal stroke extending to the left.

Signé électroniquement par
Jean-Luc DEHUYSSER
DGA Directeur du pôle aménagement et développement
territorial

urbanisme-planification

De: sigeo-sophie.guidoni@orange.fr
Envoyé: lundi 2 juin 2025 08:54
À: urbanisme-planification
Cc: ddtm@pas-de-calais.gouv.fr; secretariat@mairie-coulogne.fr; 'SIGEO - Julien BRUN'; rte-cdi-lil-scet-urbanisme@rte-france.com
Objet: Consultation PPA - RTE - PA - MDC N°2 du PLU de Coulogne
Pièces jointes: Lettr_Consult.pdf, 2025_6_PA_PLU_Coulogne.pdf, ANNEXE_EBC_2025_6_PA_PLU_Coulogne.pdf, Plaquette Prevenir_Construire_2018_Compress.pdf, OpenDataEte_ProtocoleTelechargement_LILLE.pdf

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour Madame Lannoy,

Dans le cadre de la procédure citée en objet, je vous prie de bien vouloir trouver en pièces jointes le courrier de réponse et ses annexes du Réseau de Transport d'Électricité.

Vous en souhaitant bonne réception,

Bien cordialement,

Sophie GUIDONI

SIGEO - Prestataire RTE – Activité Urbanisme
GUIDONI Sophie – Chargée de mission urbanisme
Aménagement du Territoire - Géomatique & Cartographie
Hydrologie,hydraulique, urbanisme & environnement
13200 Arles
Email direction : sigeo@wanadoo.fr
Email RTE : rte-cdi-lil-scet-urbanisme@rte-france.com



Merci de considérer l'impact environnemental avant d'imprimer ce message



VOS RÉF. : **RAR : 2C 181 598 7430 4**
NOS RÉF. : TER-ART-2025-62244-CAS-
208385-F4P8J5
INTERLOCUTEUR : Christophe DELMER
TÉLÉPHONE : 03.20.13.66.00 / 06.67.34.05.16
E-MAIL : rte-cdi-lil-scet-urbanisme@rte-france.com

DELMER
Christophe
2025.06.02
08:34:59
+02'00'

**CA GRAND CALAIS TERRES
ET MERS**
76, Bd Gambetta
CS 40021
62101 Calais

A l'attention de Mme Lannoy
urbanisme-planification@grandcalais.fr

OBJET : PA – MDC N°2 du PLU de la
commune de **Coulogne**

Marcq-en-Barœul,
le 30/05/2025

Madame la Présidente de Grand Calais Terres & Mers,

Nous accusons réception du dossier du projet de modification du **PLU de la commune de Coulogne** transmis pour avis par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Électricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 400 000, 225 000 et 90 000 Volts :

Liaison aérienne 400kV NO 1 MANDARINS - WARANDE
Liaison aérienne 400kV NO 2 ATTAQUES (LES) - MANDARINS

Liaison aérienne 225kV NO 1 ATTAQUES (LES) - ECHINGHEN
Liaison aérienne 225kV NO 1 ATTAQUES (LES)-MANDARINS
Liaison aérienne 225kV NO 2 ATTAQUES (LES) - HOLQUE - RUMINGHEM

Liaison aérienne 90kV NO 1 ATTAQUES (LES)-CALAIS
Liaison aérienne 90kV NO 1 ATTAQUES (LES)-MANDARINS
Liaison aérienne 90kV NO 2 ATTAQUES (LES)-CALAIS

Centre Développement Ingénierie Lille
62, rue Louis Delos
59700 MARCQ EN BAROEUL
TEL : 03.20.13.66.00

www.rte-france.com



Page 1 sur 4

05-09-00-COUR

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258



Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, **il convient d'insérer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4)**, afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que le tracé de nos ouvrages listés ci-dessus est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies :

<https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>

Vous pouvez télécharger les données en vous y connectant.

Pour information, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'Urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Après étude du dossier transmis, nous n'avons pas eu accès au plan des servitudes normalement annexé au dossier de PLU. Dans ce contexte nous ne pouvons émettre un avis sur la conformité de cette pièce du document d'urbanisme qui doit reprendre fidèlement le tracé des ouvrages portés au Géoportail de l'Urbanisme, eux-mêmes conformes au listing ci-dessus.

1.2 La liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, **il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux** chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

**RTE
Groupe Maintenance Réseaux Artois
673, avenue du Président Kennedy
62412 BETHUNE**

A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront d'élaborer la liste mentionnée dans l'annexe du PLU.



2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **Ub, UE, UD, 2AU, A, Ah, N, Nd et Nh** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « *équipements d'intérêt collectif et services publics* » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que « *les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

S'agissant des règles de hauteur des constructions

Nos ouvrages haute tension ou très haute tension présents sur ces zones pouvant largement dépasser les hauteurs spécifiées dans le règlement, nous vous demandons de préciser que :

« *La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.



S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que « *les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics* ».

3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne électrique existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élague et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque portée par des experts.

Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et que soient retranchés des Espaces Boisés Classés les bandes suivantes :

- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 90 000 volts.

Conformément à ces indications, nous vous demandons de bien vouloir procéder au déclassement des EBC sous la ligne 90kV N0 2 ATTAQUES (LES)-CALAIS.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de notre considération très distinguée.



Cyril WAGNER
Directeur Adjoint Centre Développement & Ingénierie de Lille
Chef du Service Concertation Environnement Tiers

Annexes :

- Schéma/tableau pratique pour déclasser les EBC
- Protocole de téléchargement des données RTE sur l'Open data énergies
- Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

Copie :

- DDTM du Pas-de-Calais ddtm@pas-de-calais.gouv.fr
- Mairie de Coulogne secretariat@mairie-coulogne.fr

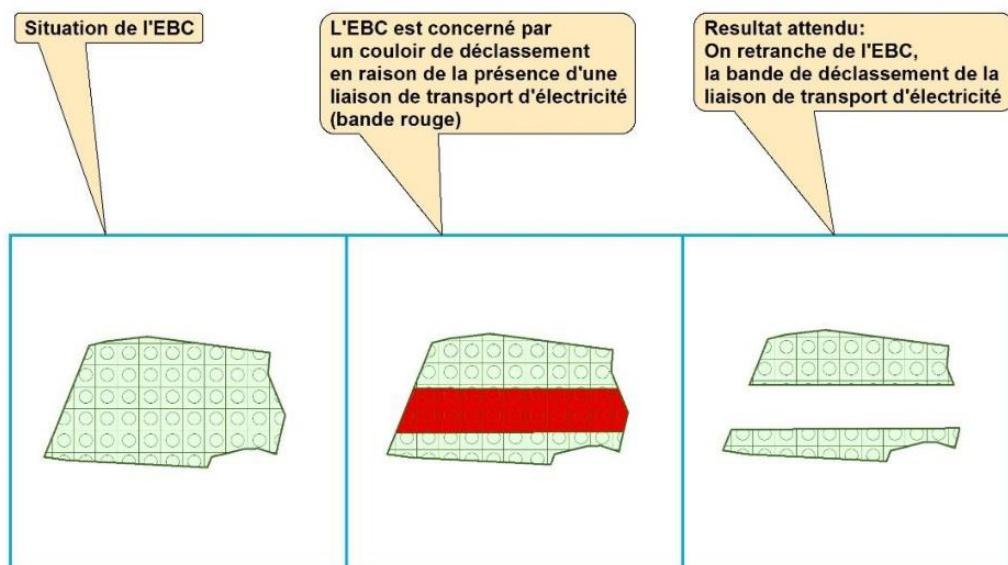


NOS RÉF : TER-ART-2025-62244-CAS-208385-F4P8J5

OBJET : **Annexe** – Schéma de déclassement
EBC – MDC N°2 du PLU de la
commune de **Coulogne**

Marcq-en-Barœul,
le 30/05/2025

Une liaison de transport d'électricité se trouve à l'intérieur d'un EBC ?



Centre Développement Ingénierie Lille
62, rue Louis Delos
59700 MARCQ EN BAROEUL
TEL : 03.20.13.66.00

www.rte-france.com



Page 1 sur 1

05-09-00-COUR

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258



Le réseau
de transport
d'électricité

**Prévenir
pour mieux
construire**

INFORMEZ RTE
des projets de construction à proximité
des lignes électriques
à haute et très haute tension

PRÉVEZ RTE pour mieux instruire

Il est important que vous informiez RTE, Réseau de transport d'électricité, lors de toute demande d'autorisation d'urbanisme, et ce afin de vous assurer de la compatibilité de vos projets de construction avec la présence des ouvrages électriques existants.

C'est en effet au cas par cas que les distances de sécurité à respecter sont déterminées, selon diverses prescriptions réglementaires* et en fonction des caractéristiques des constructions.

Le saviez-vous ?

UNE COMMUNE SUR DEUX EST CONCERNÉE
PAR UNE SERVITUDE I4**
ALORS, SI C'EST LE CAS DE VOTRE
COMMUNE, CONTACTEZ-NOUS !

QUELS PROJETS DE CONSTRUCTION SONT CONCERNÉS ?

- Tous les projets situés à **moins de 100 mètres** d'un ouvrage électrique aérien ou souterrain de RTE.

QUELS SONT LES DOSSIERS CONCERNÉS ?

- Les instructions** (permis de construire, certificat d'urbanisme...).
- Les « porter à connaissance » et les « projets d'arrêt »** (Plan Local d'Urbanisme...).

Quels que soient les travaux effectués, **la présence à proximité d'une ligne électrique haute et très haute tension est une contrainte à prendre en compte** (réfection toiture, pose d'antenne, peinture, ravalement de façade, élagage...).

OÙ TROUVER L'IMPLANTATION DES OUVRAGES ÉLECTRIQUES RTE ?

- Sur le plan des servitudes I4 du plan d'urbanisme de la commune (PLU, cartes communales).

+ de 105 000 km

Dans le cadre de sa mission de service public, RTE, Réseau de transport d'électricité, exploite, maintient et développe le réseau électrique aérien et souterrain à haute et très haute tension.

de lignes en France pour assurer la solidarité entre les régions afin que chacun ait un accès économique, sûr et propre à l'énergie électrique.

* Arrêté interministériel du 17 mai 2001 et Code du travail.

** Servitude I4 : servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine.

CONTACTEZ RTE pour mieux construire

SI VOUS CONTACTEZ RTE...

LES GARANTIES

- Projet compatible :**
 - début des travaux.
- Projet à adapter au stade du permis de construire :**
 - début des travaux retardé, mais chantier serein et au final compatible.



SI VOUS NE CONTACTEZ PAS RTE...

LES RISQUES

- ▲ **L'arrêt du chantier :** modification nécessaire du projet même après la délivrance du permis de construire.
- ▲ **L'accident pendant et après le chantier :** construire trop près d'une ligne, c'est risquer l'électrocution par amorçage à proximité d'une ligne aérienne ou l'accrochage de la ligne souterraine avec un engin de chantier.
- ▲ **La modification ou destruction d'une partie du bâtiment après construction.**





Le réseau
de transport
d'électricité

EN RÉSUMÉ

DEMANDE
DE PERMIS DE
CONSTRUIRE



UNE SERVITUDE I4
EST-ELLE
PRÉSENTE SUR
LA ZONE DU
CHANTIER ÉTUDIÉ ?

SI OUI ALORS...



CONTACTEZ RTE !

POUR NOUS CONTACTER



www.rte-france.com



[rte.france](https://www.facebook.com/rte.france)



[@rte_france](https://twitter.com/rte_france)



TELECHARGEMENT DU RESEAU RTE AU FORMAT SIG SUR LE SITE DE L'OPEN DATA RESEAUX-ENERGIES

Prérequis : un logiciel de SIG est nécessaire pour visualiser les données cartographiques du réseau RTE téléchargeables depuis l'Open Data.

Connectez-vous sur l'Open Data Réseaux Énergies

[Accueil — Open Data Réseaux Énergies \(ODRÉ\) \(reseaux-energies.fr\)](https://reseaux-energies.fr)



Via l'onglet de « **Données** », dans le menu de gauche « **Mot clé** », déroulez la liste en cliquant sur « **Plus** » puis sélectionnez « **SIG** » puis filtrez « **RTE** »

Filtres

Vue

- Analyse 18
- Carte 28
- Vue personnalisée 3

Modifié

- 2017 2
- 2018 41
- 2019 37

Producteur

- RTE 49
- GRTgaz 7
- GRTgaz, RTE, Teréga 6
- AFGNV 3
- RTE, METEO-FRANCE 2
- SDES, ODRÉ 2
- > Plus

Mot clé

- Electricité 63
- Production 32
- Territoire 30
- Bilan annuel 29
- Région 29
- Consommation 26
- > Plus

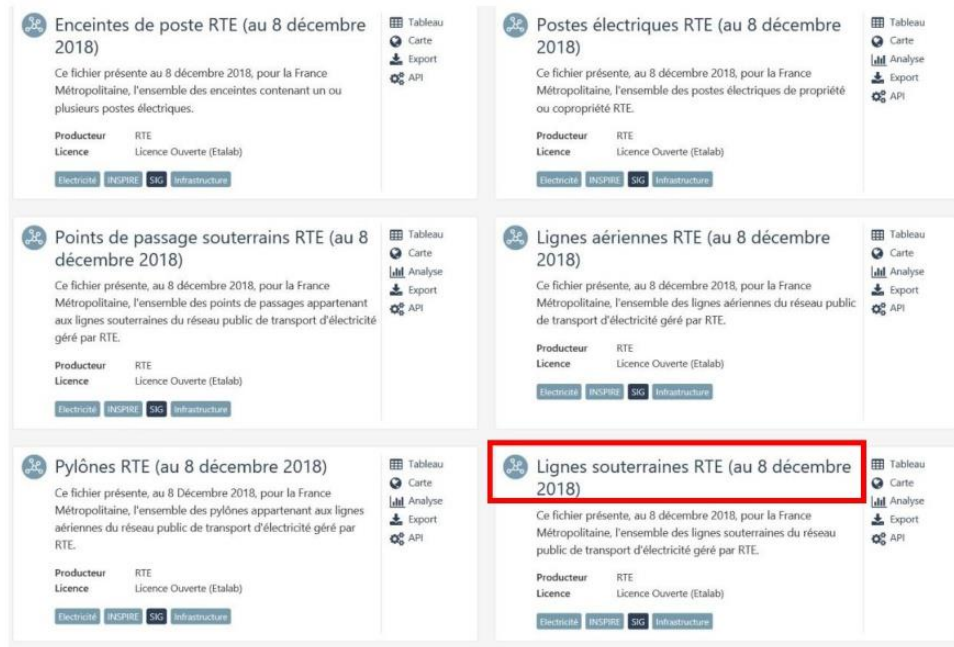
Mot clé

- Electricité 89
- Gaz 42
- Production 38
- Consommation 32
- Région 31
- Territoire 31
- Bilan annuel 25
- Infrastructure 20
- Tableau de Bord Régional 14
- Parc de production 13
- EnR 11
- Filière 11
- SIG 11
- Stock SIG 11
- IRIS 8

Producteur

- RTE 6

On y retrouve la donnée du patrimoine de RTE :



On y retrouve les couches du réseau scindé en fonction de la typologie des ouvrages :

- Lignes aériennes
- Liaisons souterraines
- Pylônes
- Localisation et Enceintes de postes électriques
- Points de passage souterrain (domaine Liaison souterraine : chambres de raccordement)

Cliquez sur le jeu de données que vous souhaitez télécharger (ici par exemple, les lignes souterraines).

Prenez connaissance des informations écrites qui s'affichent, cliquez sur l'onglet « [Informations](#) » puis descendez en bas de la page.



Dans la rubrique « *Pièces jointes* » puis cliquez sur le fichier *.zip* le plus récent pour lancer le téléchargement (de l'ensemble du jeu de données au format Shape).



Attention de bien télécharger les données les plus récentes

Voir l'onglet « *Export* » pour consulter les autres formats disponibles



Déclassement des EBC

La donnée matérialisant le balancement des câbles (sur laquelle RTE se base pour déterminer la largeur optimale des bandes de déclassement autour des liaisons aériennes qui traversent des EBC) se trouve ici :

[Végétation dans l'emprise des lignes RTE — Open Data Réseaux Énergies \(ODRE\) \(reseaux-energies.fr\)](#)

Voir le fichier .zip (BDR_CGGLA...) de la page « Informations » :

Suivre les mises à jour

 Suivre les mises à jour

En vous abonnant à ce jeu de données, vo

Dernier traitement

12 octobre 2020 17:48 (métadonnées)
10 septembre 2019 20:57 (données)

Pièces jointes
Cliquez pour replier

 BDR_CGGLA_VEGEO_20190705.zip

Attention toutefois à la date de mise à jour car le réseau évolue et la diachronie des données peut entraîner des erreurs de déclassement.

Pour toute question, vous pouvez envoyer un mail à rte-inspire-infos@rte-france.com



N/réf. : AR/ASR/015



Monsieur Philippe MIGNONET,
Président du Syndicat
Intercommunal des Transports
urbains de l'Agglomération du
Calais

A

Madame la Présidente de Grand
Calais Terres et Mers
Hôtel Communautaire
76 boulevard Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS Cedex

Objet : Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Coulogne

PJ : Délibération du SITAC du 23 mai 2025

Calais, le 02 juin 2025

Madame la Présidente,

Par courrier reçu le 04 avril 2025, il nous a été transmis pour avis le projet de
modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne.

Je tiens à vous informer que, par délibération D1 du 23 mai 2025 dont vous trouverez
copie ci-joint, le Comité Syndical du SITAC a émis un avis favorable.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente,
l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,


Philippe MIGNONET




EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération
Du Comité Syndical
Du 23 mai 2025

Acte certifié exécutoire compte tenu de :

☒ sa publication sur le site internet du SITAC le 02/06/2025

☐ sa notification faite le

Et de sa réception en préfecture le 28/05/2025

Id S2low : 062-256204033-20250523-D1_23_05_2025-DE

Le président du SITAC,
Philippe MIGNONET

D1 : Modification de droit commun du PLU de la commune de Coulogne – Avis

Rapporteur : Monsieur Philippe MIGNONET, Président du SITAC

Autorité Organisatrice au titre de la loi d'orientation des mobilités (LOM) pour l'agglomération urbaine du Calaisis, le SITAC est appelé de droit à émettre un avis sur l'ensemble des Plans Locaux d'Urbanisme des communes situées au sein de son ressort territorial.

La compétence « documents d'urbanisme » ayant été transférée à l'agglomération à compter du 1^{er} décembre 2019 ; par courrier reçu le 04 avril 2025, Madame la Présidente de Grand Calais Terres et Mers nous a transmis un projet de modification du PLU engagé par la commune de Coulogne, visant à apporter des changements au plan de zonage, au règlement, aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et aux annexes du PLU.

Il s'agit d'une modification de droit commun prévue par les articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.

En l'espèce le projet de modification du PLU prévoit les dispositions suivantes :

- Reclassement d'une partie de la zone 1AUX vers la zone N dans le cadre de la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales,
- Reclassement d'un secteur de la zone UD vers la zone UC pour pouvoir le densifier, en lien avec l'urbanisation en cours à proximité (projet d'implantation de 300 logements et d'une crèche communale),
- Suppression d'un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG), le projet ayant été réalisé par Habitat Hauts-de-France au nord de la rue Emile Dumont,
- Mise à jour d'emplacements réservés pour prendre en compte l'évolution des stratégies d'aménagement correspondantes,
- Evolution du règlement de la zone UD pour permettre la construction d'abris de jardins de moins de 15 m² et de piscines,
- Mise à jour des superficies des différentes zones dans le rapport de présentation,
- Ajout du périmètre du Droit de Préemption Urbain (DPU) et du DPU renforcé désormais de compétence intercommunale, du périmètre de l'église Sainte-Germaine classée au titre des monuments historiques, ainsi que de la dernière mise à jour du PLU du 19/01/2023,
- Dématérialisation du PLU de Coulogne.

Considérant que les préconisations prévues au Plan de Déplacement Urbain sont respectées,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Sur avis favorable du Bureau, le Comité :

➤ **DONNE** un avis favorable à la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne,

➤ **PRECISE** à la commune que l'avis favorable du SITAC n'engage pas le syndicat à une modification du tracé des lignes existantes pour desservir les nouvelles zones densifiées.

ADOpte A L'UNANIMITE



Pour extrait conforme,

Le Président

Philippe MIGNONET

Syndicat Intercommunal des Transports urbains de l'Agglomération du Calaisis

COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 23 MAI 2025 HOTEL COMMUNAUTAIRE

L'an deux Mille vingt-cinq, le vendredi vingt-trois mai, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal des Transports urbains de l'Agglomération du Calaisis s'est réuni à l'hôtel communautaire de Grand Calais Terres et Mers à Calais sous la présidence de Monsieur Philippe MIGNONET, sur la convocation qui lui a été adressée le jeudi quinze mai.

Présents :

Titulaires :

Monsieur Guy BEGUE
Monsieur Marc BOUTROY
Madame Anne DECAESTECKER
Monsieur Bernard DELALIN
Madame Nadine DENIELE-VAMPOUILLE
Monsieur Jean-Michel DORET
Madame Thérèse DUPUY
Monsieur Michel HAMY
Monsieur Jean-Marc LEROY
Monsieur Jean-Luc MAROT
Monsieur Fabrice MARTIN
Monsieur Jacques MERLEN
Monsieur Philippe MIGNONET
Monsieur Yves SANDRAS
Madame Frédérique VAN ROOY

Suppléants :

Monsieur Jean-Luc LOQUET

Excusés :

Monsieur Guy ALLEMAND
Madame Patricia BASSET
Monsieur Sébastien CASTELLE
Madame Natacha BOUCHART, pouvoir à Philippe MIGNONET
Monsieur Frédéric HENOT
Monsieur Jean-François LACROIX
Monsieur Guillaume LOEUILLEUX, pouvoir à Yves SANDRAS
Madame Laurence LOUCHEZ
Monsieur Hugo MARCOTTE-RUFFIN

Absents :

Monsieur Patrice CAMBRAYE
Madame Adeline DECLERCQ
Monsieur Guy HEDDEBAUX
Monsieur Laurent LENOIR
Madame Maïté MULOT-FRISCOURT
Madame Corinne NOËL
Madame Claudia ROBERT

Nombre de membres : 31	Quorum : 16	Nombre de présents : 16	Voix exprimées : 18
------------------------	-------------	-------------------------	---------------------



Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
Territoriale
Nord-Pas-de-Calais

Service
Développement de la
Voie d'Eau

Cellule Ports,
Territoires et
Services

Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

11 JUIN 2025

Secrétariat de la Direction
Générale des Services



Lille, le

03 JUIN 2025

Madame Natacha BOUCHART

Présidente de la Communauté d'agglomération de
Grand Calais Terres & Mers
76, Boulevard Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS

A l'attention du Service Urbanisme & Planification

Objet : Avis sur la modification de droit commun n°2 du PLU de Coulogne

V/Références : Courrier du 8 avril 2025

N/Références : 354am_cpts25 - ANP30-2501150 - DNP30-2523778

Affaire suivie par : Antoine MEURICE, Chargé de missions partenariats

Port : 06 98 52 22 55 - courriel sdve.dl-npdc@vnf.fr

Madame la Présidente,

Par courrier du 8 avril 2025, vous me transmettez le dossier de modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Coulogne. Vous me demandez de bien vouloir émettre un avis sur ce projet, en qualité de Personnes Publiques Associées.

Voies Navigables de France est particulièrement concerné par les évolutions de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°3 (OAP) portant sur les zones à vocation économique le long de la RD 943 :

- Le projet de modification prévoit le reclassement de 6 parcelles de la zone 1AUX vers la zone N de la zone d'activités des Attaques, en vue de la création d'une zone de compensation environnementale liée au projet de 3^e piscine intercommunale. Ce reclassement conduit à la réduction de la zone ouverte à l'urbanisation à vocation économique. Toutefois, la valorisation de l'apportement fluvial (*sous convention d'occupation temporaire entre VNF et les Carrières du Boulonnais*) et la création d'un accès routier à cet apportement sont maintenues dans l'OAP n°3. **Je valide ces orientations compatibles avec les activités économiques utilisatrices de la voie d'eau.**
- Je suis favorable à une telle orientation qui devrait s'accompagner de la mise en place d'une superposition d'affectation. **Je vous propose une rencontre entre nos équipes permettant de préciser les principes, le cadre de gestion et l'entretien des aménagements correspondants.**

Considérant ces orientations, j'émet un avis favorable avec recommandations sur les modifications apportées à l'OAP n°3, dans le cadre de la procédure de révision du PLU.

Mes services demeurent à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Territorial


Gilles RYCKEBUSCH

37 rue du Plat- BP 725 - 59034 Lille cedex
T. +33 (0)3 20 15 49 70 F. +33 (0)3 20 15 49 71 www.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,
article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 791
SIRET 130 017 791 00026, Comptes bancaires : DCFIP du Pas-de-Calais
n° 100/1 62000 00001010584 77, IBAN FR76 1007 1620 0000 0010 1058477, BIC n°TRPUFRPP

Copie :

- Chrono
- UTI Flandres-Lys



Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

24 AVR. 2025

Secrétariat de la Direction
Générale des Services

Grand Calais Terres & Mers
Service Urbanisme & Planification
Madame la Présidente
76 boulevard Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS

Objet : Modification n°2 PLU Coulogne
Consultation des Personnes Publique Associées
RAR : 2C 181 598 7439 7

Guînes, le mercredi 9 avril 2025

Madame la Présidente,

Je viens vers vous dans le cadre de l'affaire reprise en objet.

J'accuse bonne réception du dossier complet de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Coulogne transmis par lettre recommandée reçue le 7 avril 2025.

A cet égard, la communauté de communes Pays d'Opale ne formule aucune remarque particulière.

Je vous prie de bien vouloir croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma plus haute considération.

Vu la DGA

Le Vice-Président en charge de l'urbanisme et de
l'habitat

Thierry POUSSIERE





Natacha BOUCHART

Maire de Calais
Présidente de Grand Calais Terres & Mers
Conseillère Régionale des Hauts-de-France

A

Direction Aménagement et Stratégie
Territoriale
Département du Domaine Urbain
Tél : 03.21.46.66.43

Affaire suivie par : Mme Graziella LEVIS
Courriel : domaine-urbain@mairie-
calais.fr
Références à rappeler : DDU/GL/CK/CK

MADAME LA PRESIDENTE
DE GRAND CALAIS TERRES & MERS
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40021
62101 CALAIS

Calais, le

Objet : Modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Coulogne (62137) - Consultation des Personnes Publiques Associées.

Madame la Présidente,

Par courrier reçu le 4 avril 2025, vous m'informez que la Communauté d'Agglomération engage une procédure de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de COULOGNE.

Conformément aux dispositions de l'article R. 153-4 du Code de l'Urbanisme, je vous informe que nous n'avons pas de remarque à apporter à ce dossier.

Par ailleurs, mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations respectueuses.

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué à l'Urbanisme,

Signé électroniquement par :
Ladislav LOZANO
Date de signature : 21/04/2025
Qualité : 12^{ème} adjoint

Toute la correspondance doit être adressée à Madame le Maire
Mairie – CS30329 – 62107 CALAIS Cedex



Siège :
Hôtel de Ville de Calais
Place du Soldat Inconnu
62107 CALAIS CEDEX
Secrétariat : Isabelle BERTIN
Tél : 03 21 46 62 08

Affaire suivie par Graziella LEVIS
Tél : 03 21 46 66 43
E-Mail : graziella.levis@pays-du-calais.fr

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CALAISIS
Secrétariat de la Présidence

29 AVR. 2025

Le 22 avril 2025

Monsieur Bernard DELALIN
Président du SyMPaC

à

Madame Natacha BOUCHART
Présidente de Grand Calais Terres et Mers
76 Boulevard Gambetta – CS 40021
62101 CALAIS

V/Réf : Affaire suivie par Mme LANNOY

**Objet : Plan Local d'Urbanisme de la Ville de COULOGNE.
Mise en œuvre d'une procédure de modification de droit commun.**

Madame la Présidente,

Par courrier en date du 3 avril 2025, vous m'avez fait parvenir le dossier de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de COULOGNE, conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, et je vous en remercie.

Cette procédure concerne une évolution du plan de zonage, règlement, OAP et annexes de votre document d'urbanisme. Cette évolution est compatible avec les prescriptions et orientations du SCOT. Aussi, par la présente, je vous informe que ce dossier n'appelle pas d'observations de ma part.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma plus haute considération.

Le Président du SyMPaC,

Signé électroniquement par : Bernard Delalin
Date de signature : 28/04/2025
Qualité : Président du SYMPAC

Bernard DELALIN





VILLE DE COULOGNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Département du
Pas-de-Calais

Arrondissement
de Calais

Tél : 03 21 36 92 80
www.ville-coulogne.fr

SEANCE DU 23 JUIN 2025

Envoyé en préfecture le 30/06/2025

Reçu en préfecture le 30/06/2025

Publié le

ID : 062-216202440-20250623-2025_61-DE



L'an deux mille vingt-cinq, le 23 Juin à treize heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, Salle des Mariages, en séance publique, suivant la convocation en date du 17 Juin 2025 dont l'exemplaire a été publié numériquement.

Étaient présents : G. LOEUILLEUX, JM. QUEVAL, C.J. SERY, Y. SANDRAS, B. SAMBON, J. CHARAVEL, A. RICART, G. JOLY, D. WIERRE, A. FLAMENT, MJ. FAY, M. BERQUEZ, R. POVSIC, J. DUFOUR, I. MUYS, B. ROUSSEL, Andy FLAMENT.

Formant la majorité des membres en exercice, soit..... 17/29

Étaient absents excusés avec procuration : H. CLERBOUT (procuration à JM. QUEVAL), A. DEKKAR (procuration à G. LOEUILLEUX), S. CRETON (procuration à R. POVSIC), B. ALLOY (procuration à MJ. FAY), M. VASSEUR (procuration à J. CHARAVEL), C. PICOUT (procuration à A. RICART), T. VADURET (procuration à D. WIERRE), JM. PUISSESSEAU (procuration à I. MUYS), F. FONTAINE (procuration à B. ROUSSEL), J. FLAMENT (Andy FLAMENT).

Soit..... 10/29

Étaient absents : M. EL HAIMEUR, C. LEJEUNE.

Soit..... 02/29

Président de séance : Monsieur Guillaume LOEUILLEUX, Maire.

Secrétaire de séance : Madame Andjy RICART, Adjointe au Maire.

N° 2025/61

OBJET : Modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de COULOGNE.

Le plan local d'urbanisme de Coulogne a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2011. Il est nécessaire de faire évoluer plusieurs points de ce document afin de l'actualiser aux besoins et projets de la Commune.

Depuis le 1^{er} décembre 2019, Grand Calais Terres & Mers est compétent en matière d'élaboration et d'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU). C'est pourquoi

l'agglomération a prescrit la modification n°2 du PLU de Coulogne dont la notice explicative est jointe à la présente.

Cette modification n°2 du PLU de la Commune de Coulogne a pour but :

- De mettre à jour le plan de zonage avec la suppression ou le changement de bénéficiaire d'emplacements réservés qui avaient vocation à créer des accès, des aménagements de carrefour au bénéfice du Département, ou d'aménagement du réseau d'assainissement qui relève aujourd'hui de la compétence de Grand Calais Terres & Mers.
- De reclasser un secteur de la zone UD à la zone UC ou encore de la zone 1AUX en zone N, de modifier l'orientation d'aménagement et de programmation n°3 portant sur les zones à vocation économique. Le rapport de présentation va faire apparaître l'évolution des superficies de ces zones.
- De supprimer le Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) compte tenu de la réalisation du projet de la Rue des Saules par Habitat Hauts de France.
- De modifier le règlement de la zone UD en ouvrant la possibilité de construire des abris de jardin de moins de 15m² ou des piscines en fond de parcelle.
- D'ajouter en annexe du PLU le périmètre du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé, l'arrêté préfectoral portant inscription de l'église Sainte-Germaine au titre des Monuments Historiques (Calais). La modification permet l'ajout de la dernière mise à jour du PLU en date du 19 janvier 2023 avec l'intégration de l'arrêté du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) des Pieds de Coteaux de Wateringues, de l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures routières, de l'arrêté portant abrogation des décrets instituant les servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Telecom devenue Orange.
- De dématérialiser le PLU de Coulogne conformément au standard CNIG (Conseil National de l'Information Géocalisée) afin de le publier sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article R 153-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune est invitée à émettre un avis dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de modification.

Au vu de sa portée, il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la modification de droit commune n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Coulogne.

Invité à délibérer,

Le Conseil Municipal,

A l'unanimité des membres présents ou représentés,

EMET un avis favorable à la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Coulogne.



Envoyé en préfecture le 30/06/2025

Reçu en préfecture le 30/06/2025

Publié le

ID : 062-216202440-20250623-2025_61-DE



Fait et délibéré en séance publique
les jour, mois et an susdits.

Le Maire,

Guillaume LOEUILLEUX

CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE PUBLICITE

Le Maire de COULOGNE certifie que la présente délibération a été publiée numériquement le 30 juin 2025 ; qu'elle a été déposée en Sous-Préfecture de CALAIS au titre du contrôle de légalité le

30 juin 2025.



Le Maire,

Guillaume LOEUILLEUX

La présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la commune de COULOGNE, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de 2 mois pour répondre. (Article 421-1 et suivant du Code de Justice Administrative).

Envoyé en préfecture le 30/06/2025

Reçu en préfecture le 30/06/2025

Publié le



ID : 062-216202440-20250623-2025_61-DE



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers

11 JUL. 2025

Secrétariat de la Direction
Générale des Services



MADAME LA PRÉSIDENTE
Natacha BOUCHART
GRAND CALAIS TERRES ET MER
76 BD GAMBETTA
CS 40021
62101 CALAIS

N/Réf : 138824 – SPP/JB/GA
Affaire suivie par : Géraldine Aubert
Tél. : 03.27.99.90.19
Courriel : g.aubert@eau-artois-picardie.fr

Douai, le **08 JUL. 2025**

Objet : Modification de droit commun du PLU de Coulogne

VREF : L. Lannoy

Madame la Présidente,

Pour donner suite à votre courrier du 8 avril 2025 concernant la Modification de droit commun du PLU de Coulogne, les services de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie attirent votre attention sur les enjeux associés à la gestion des eaux dans le cadre de l'élaboration de ce document.

En effet, le code de l'urbanisme instaure une obligation de compatibilité des documents d'urbanisme avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le SAGE.

Ainsi, les PLU en l'absence de SCOT, doivent être compatibles avec « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux » et « les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux ».

Nous vous invitons donc à bien vérifier que ce PLU est compatible avec les orientations et les dispositions du SDAGE 2022-2027 et notamment les éléments listés en annexe.

Votre territoire étant fortement concerné par la présence de zones humides, vous veillerez à ce que les dispositions concernant les zones humides du SDAGE soient bien prises en compte (cf. annexe). Pour se faire, vous appliquerez la doctrine « éviter, réduire, compenser » en ayant comme première intention l'évitement de la destruction des zones humides.

Par ailleurs, vous prendrez un soin particulier à réaliser les zones de parking au travers de techniques alternatives au ruissellement (zones de stationnement végétalisées, présence de noues végétalisées pour l'évacuation de l'eau, haies, etc.) afin d'avoir une gestion plus durable et intégrée des eaux pluviales comme le stipule le SDAGE 2022-2027.

Pour vous aider dans cette démarche, vous pouvez vous référer au guide de déclinaison de l'eau dans les documents de PLU qui a été développé par notre agence en 2018 et mis à jour en 2022 avec le SDAGE 2022-2027. Ce guide, conçu spécifiquement pour accompagner les instructeurs en urbanisme est téléchargeable et consultable au travers du lien suivant :

https://www.eau-artois-picardie.fr/sites/default/files/guide_urbanisme_plu_modifie_pcb_230123af.pdf

Nous vous invitons également à vous rapprocher de l'animatrice du SAGE Delta de l'Aa, Lucile Hopquin (Lucile.hopquin@institution-wateringues.fr) sur lequel le secteur d'étude se situe.

Des données complémentaires peuvent être disponibles et valorisées pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Enfin, sachez que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie est en mesure d'accompagner financièrement les collectivités qui engagent des actions (études, travaux, communication) pour atteindre le bon état des masses d'eau. Les thématiques concernées recouvrent le traitement des eaux pluviales, la préservation des zones humides, la maîtrise des pollutions et les économies d'eau.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale



Isabelle MATYKOWSKI

Annexe :
Liste des éléments du SDAGE 2022-2027 avec lesquels le document d'urbanisme doit être compatible

- **Gérer les eaux pluviales** : le SDAGE stipule que les documents d'urbanisme déclinent le principe de gestion intégrée des eaux pluviales, à savoir : limiter l'imperméabilisation, gérer ces eaux à la source et favoriser l'infiltration. Ainsi, les collectivités identifient les secteurs où des mesures doivent être prises en conséquence. Une fois ces éléments définis, le SDAGE recommande fortement que les zonages pluviaux soient intégrés aux annexes des documents d'urbanisme et traduits dans le règlement des PLU(i) (cf. orientation/disposition A2, A-2.1 et A-2.2) ;
- **Inventorier les fossés, aménagements d'hydrauliques douces et ouvrages de régulation** : les documents d'urbanisme intègrent cet inventaire et les préservent en application du code de l'urbanisme (cf. disposition A-4.2) ;
- **Éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage** : les collectivités veillent dans leurs documents d'urbanisme, au maintien et à la restauration des prairies et des éléments de paysage, notamment en utilisant les zones agricoles protégées, les orientations d'aménagement et de programmation, les espaces boisés classés (y compris les haies) et l'identification des éléments de paysages (cf. disposition A-4.3) ;
- **Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau** : les règlements des documents d'urbanisme assurent la préservation de l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau au titre de leur compatibilité avec les SAGE qui les concernent et mettent en œuvre les dispositions permettant d'assurer une telle préservation (cf. disposition A-5.1) ;
- **Intégrer les connaissances liées aux fonctionnalités écologiques dans le porter à connaissance** : dans le cadre des procédures liées aux documents d'urbanisme, les porter à connaissance intègrent les connaissances relatives à la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques continentaux et littoraux susceptibles d'être impactés (cf. disposition A-7.4) ;
- **Prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques** : les documents d'urbanisme prennent en compte une stratégie locale qui identifie les enjeux en termes de préservation et de restauration des écosystèmes aquatiques, y compris les corridors écologiques, en vue de la préservation des enjeux en matière de biodiversité aquatique (cf. disposition A-7.5 du SDAGE 2022-2027) ;
- **Classer les zones humides identifiées** : les zones humides identifiées dans les SAGE doivent bénéficier d'un classement en zone naturelle et forestière ou en zone agricole dans les documents d'urbanisme (cf. Disposition A-9.1) ;
- **Préserver les zones humides** : les documents d'urbanisme doivent protéger les zones humides de toute destruction grâce à leur règlement, en s'appuyant sur toutes les connaissances disponibles : « zone à dominante humide », RAMSAR, inventaires SAGE. Ces cartes ne sont pas exhaustives (cf. Disposition A-9.3) ;
- **Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC)** : la séquence ERC est appliquée lors de la mise en place de projets d'aménagement. Cette séquence consiste d'abord à éviter les impacts potentiels du projet en sélectionnant un site qui impactera le moins la biodiversité ou en renonçant au projet. Les impacts non évités doivent être réduits. Enfin, les impacts restants doivent faire l'objet de

mesures compensatoires selon des règles définies par le SDAGE. Ainsi, le SDAGE stipule qu'en cas de mesure compensatoire pour une zone humide, celle-ci doit se faire prioritairement sur le même territoire de SAGE que la destruction et en zones non agricoles (c'est à dire hors zones A des PLU(i)). Nous vous recommandons vivement de vous référer pour plus de détails à la *Disposition A-9.5* ;

- **Éviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau** : les documents d'urbanisme prévoient les conditions nécessaires pour préserver les zones humides, leur fonctionnalité et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau en y interdisant les habitations légères de loisirs (cf. R.111-37 du code de l'urbanisme), qui entraîneraient leur dégradation. Les collectivités sont notamment invitées à classer les zones humides en zones naturelles et forestières ou en zones agricoles afin d'y interdire toute extension ou réhabilitation d'habitations légères de loisirs (cf. *Disposition A-9.4*) ;
- **Préserver les aires d'alimentation des captages** : les documents d'urbanisme contribuent à la préservation et à la restauration qualitative et quantitative des aires d'alimentation des captages (cf. *disposition B 1.2*) ;
- **Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau** : les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'urbanisme adaptent leur développement urbain à la disponibilité des ressources en eau au travers de leurs documents d'urbanisme (cf. *Orientation B-2*) ;
- **Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place** : les documents d'urbanisme doivent être élaborés en cohérence avec les schémas de distribution d'eau potable et doivent mettre en regard les projets d'urbanisation et de développement économique avec les ressources en eau disponibles et les équipements à mettre en place (cf. *disposition B-2.2*) ;
- **Préserver le caractère inondable des zones identifiées** : les documents d'urbanisme préservent le caractère inondable de ces zones (cf. *Disposition C-1.1*) ;
- **Éviter toute aggravation des risques d'inondations** : pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les documents d'urbanisme comprennent des dispositions visant à éviter toute aggravation des risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage (haies, ...) en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (cf. *disposition C-2.1*) ;
- **Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques** : les documents d'urbanisme préservent le caractère naturel des annexes hydrauliques et des zones naturelles d'expansion de crues (cf. *Disposition C-4.1*) ;
- **Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine** : les documents d'urbanisme privilégient les méthodes douces de gestion du trait de côte (cf. *Disposition D-6.1*).



Corinne Noël

Maire de Marck-en-Calais

Vice-Présidente de Grand Calais Terres & Mers

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres & Mers
24 JUL. 2025
Département des Affaires Générales

Madame Natacha BOUCHART
Présidente de Grand Calais
Terres & Mers
76, bvd Gambetta
CS 40021
62101 CALAIS

N/Réf : Madame Le Maire / DGS / DGA
V/Réf. : -

Marck, le 3 Juillet 2025

Objet : Modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne (62137) – Consultation des Personnes Publiques Associées

Madame la Présidente,

Vous avez sollicité l'avis de la commune dans le cadre de la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coulogne.

Je vous informe que j'émetts un avis favorable à cette procédure.

Veuillez recevoir, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations respectueuses.

Corinne NOEL,

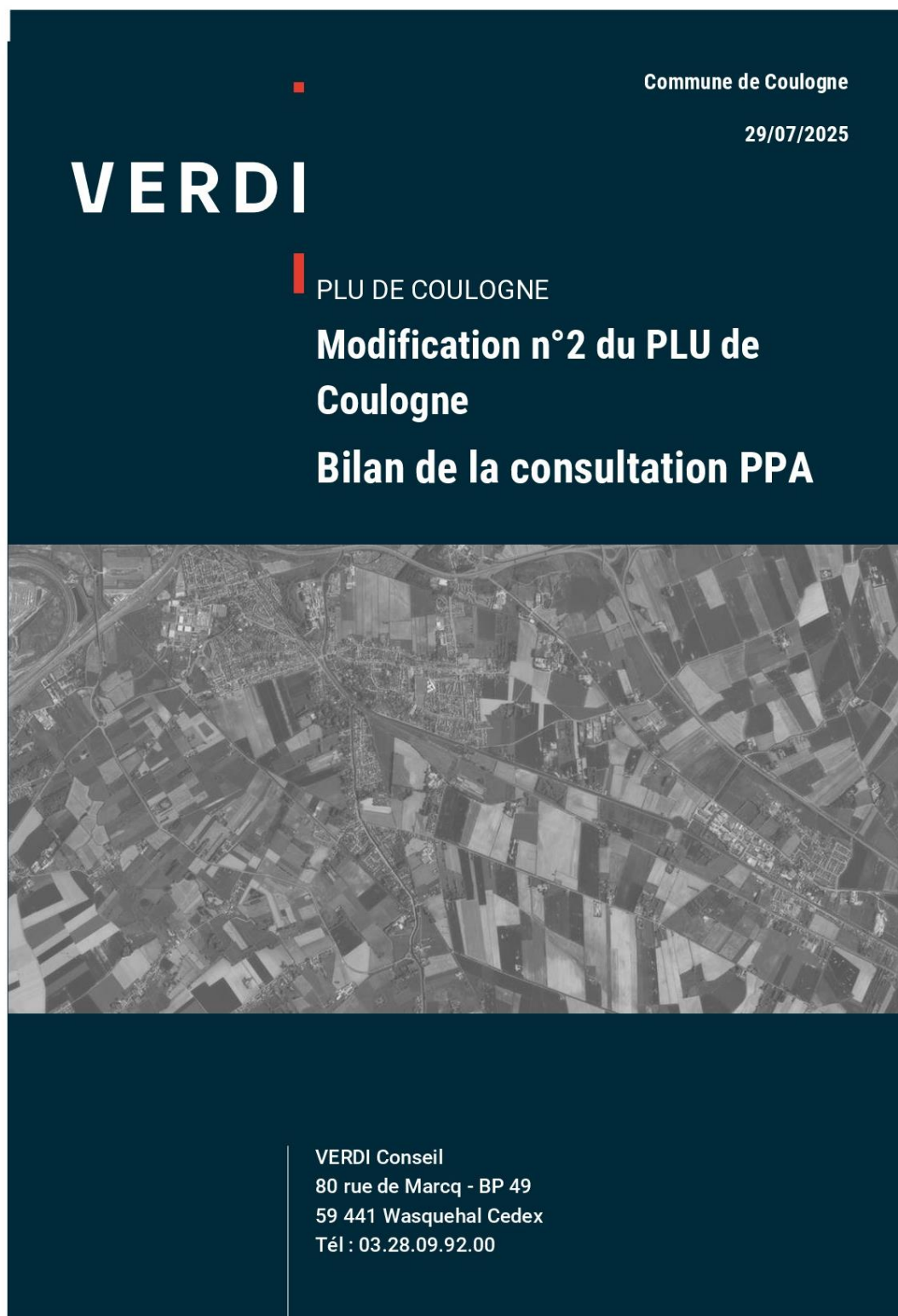
Maire



Corinne NOEL
Maire de la Commune de
MARCK
7 juil. 2025

Mairie de Marck – BP 14 – 62730 Marck
Tel : 03.21.46.22.00 - mairie@ville-marck.fr – ville-marck.fr - facebook.com/ville.marck

6-4. Synthèse des avis des personnes publiques associées et réponses



VILLE DE COULOGNE – MODIFICATION N°2 DU PLU - BILAN DE LA CONSULTATION PPA

Indice de révision	Date	Commentaires	Rédigé par.	Vérifié par.
1	Juillet 25	Version 1	BV	JC

SOMMAIRE

REMARQUES DU CD62.....	4
REMARQUES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE.....	5
REMARQUES DU SYMPAC.....	7
REMARQUES DU SITAC	7
REMARQUES DE LA CCPO.....	8
REMARQUES DE GCTM	8
REMARQUES DE LA MAIRIE DE CALAIS.....	8
REMARQUES DE VNF	9
REMARQUES DE LA DGAC.....	9
REMARQUES DE RTE	10
REMARQUES DE L'AGENCE DE L'EAU	10
REMARQUES DE LA MAIRIE DE COULOGNE.....	11
REMARQUES DE LA MAIRIE DE MARCK.....	11

REMARQUES DU CD62

THEMATIQUE		REMARQUES DU CD62	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
1	OAP n°3	Le conseil départemental conseille un travail paysager sur cette OAP afin d'améliorer l'intégration paysagère de ce nouveau secteur avec son environnement.	Ces remarques n'appellent pas d'évolution dans le cadre de la modification n°2 du PLU de Coulogne.
2	Itinéraire EV	Le Département a identifié 2 itinéraires sur la commune, à prendre en considération pour la sécurité des usagers : <ul style="list-style-type: none">- L'itinéraire EV4 « Vélomaritime ».- L'itinéraire EV5.	
3	Accentuation du trafic	Le département attire l'attention de la collectivité sur l'accentuation du trafic sur la RD943 par l'activité future.	
AVIS FAVORABLE sous réserve des éléments listés par le Département.			

4

REMARQUES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

THEMATIQUE		REMARQUES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
1	Sièges d'exploitation	La Chambre d'Agriculture trouve dommage que la modification du PLU n'ait pas pris en considération l'évolution des sièges d'exploitation de la commune, alors que la demande en avait été formulée lors des réunions de diagnostic agricole.	Le diagnostic agricole a été réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLUi de Grand Calais Terres & Mers. Il est rappelé qu'ici, la chambre d'agriculture est consultée à cet instant pour la modification n°2 du PLU de Coulogne. Néanmoins, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, la concertation avec le monde agricole et ses techniciens se poursuit et les demandes de ce type seront traitées dans le cadre du PLUi, qui a une vision plus stratégique et harmonieuse de l'activité agricole que le PLU communal.
2	Evolution zone 1AUX vers N	Le foncier à vocation économique « sacrifié » sur un axe routier structurant, ne sera-t-il pas reporté sur d'autres terres dans le cadre du PLUi ?	La zone concernée par la modification revêt un caractère de zone humide majoritaire sur la surface, confirmé par une étude de sol de 2022. Compte tenu des principes de compensation liées à l'artificialisation des sols, notamment la contrainte de tripler pour les zones humides les espaces impactés par une construction, il semble difficile voire impossible de trouver un modèle économique viable pour un investisseur sur ces terrains. L'agglomération a déjà dû récemment utiliser des terrains à vocation économique pour traiter du sujet des compensations et répondre aux prescriptions environnementales (zone de la rivière Neuve, une partie de la zone du Virval). Le travail d'anticipation des mesures de compensation environnementales dues pour les projets économiques

5

			est mené par la collectivité au regard des espaces en propriété publique en premier lieu puis sur les espaces qualifiés de friches, afin de préserver les terres agricoles. Le foncier économique encore à artificialiser a été listé dans les comptes fonciers prévus au PADD du PLUi en cours d'élaboration sur l'agglomération.
3	Erreurs sur la forme	<p>Le projet de l'OAP fait apparaître un zonage AUXa (dédié à des activités commerciales), qui n'est pas cohérent avec l'objet de la modification présentée dans la notice explicative (P22) ni avec l'évolution du projet de plan de zonage du PLU</p> <p>Le projet de zonage transmis mentionne des informations erronées ou incomplètes dans sa légende :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le secteur Udh semble correspondre au lycée d'enseignement agricole. - Le secteur 1AUa pourtant représenté sur la carte ne figure pas en légende. - L'intitulé de la zone N (« secteur agricole où les constructions en lien avec une activité d'entrepreneur agricole est autorisé ») ne correspond pas à sa description dans les autres pièces du PLU. 	<p>Il est précisé que dans les documents transmis aux PPA, c'est bien la notice explicative qui fait foi ; les autres documents étaient joints pour faciliter la compréhension.</p> <p>Le projet d'OAP et de zonage seront modifiés en ce sens, en intégrant les remarques de la chambre d'agriculture.</p>

6

REMARQUES DU SYMPAC	
REMARQUES DU SYMPAC	REPOSE DE LA COLLECTIVITE
L'évolution du PLU est compatible avec les prescriptions et orientations du SCoT.	Sans objet
PAS D'OBSERVATION DE LA PART DU SYMPAC	

REMARQUES DU SITAC	
REMARQUES DU SITAC	REPOSE DE LA COLLECTIVITE
Le SITAC considère que les préconisations prévues au Plan de Déplacement Urbain sont respectées.	Sans objet
AVIS FAVORABLE	

7

REMARQUES DE LA CCPO

REMARQUES DE LA CCPO	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
La Communauté de Communes Pays d'Opale ne formule aucune remarque.	Sans objet

REMARQUES DE GCTM

REMARQUES DE GCTM	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
Aucune remarque ni observation du point de vue des compétences « Assainissement Eaux usées et pluviales ».	Sans objet

REMARQUES DE LA MAIRIE DE CALAIS

REMARQUES DE LA MAIRIE DE CALAIS	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
Pas de remarque à apporter au dossier.	Sans objet

8

REMARQUES DE VNF

REMARQUES DE VNF	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
VNF valide les orientations de la modification n°2 du PLU qui sont compatibles avec les activités économiques utilisatrices de la voie d'eau. VNF propose une rencontre avec ses équipes afin de préciser les principes, le cadre de gestion et l'entretien des aménagements correspondants.	Cette remarque n'appelle pas d'évolution dans le cadre de la modification n°2 du PLU de Coulogne.
AVIS FAVORABLE avec recommandations sur les modifications apportées à l'OAP n°3	

REMARQUES DE LA DGAC

REMARQUES DE LA DGAC	REPONSE DE LA COLLECTIVITE
La DGAC invite la collectivité à veiller à ce que le plan des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Calais Marck (adopté le 10 janvier 1979) soit bien reporté en annexe du PLU relative aux SUP. Les secteurs situés en dehors de cette servitude sont concernés par la servitude T7 relative aux obstacles de grande hauteur.	Si besoin, les annexes seront mises à jour en vue de l'approbation de la modification n°2 du PLU.
PAS D'OBSERVATIONS sur les autres motifs de la modification du PLU	

9

REMARQUES DE RTE			
THEMATIQUE		REMARQUES DE RTE	REPOSE DE LA COLLECTIVITE
1	SUP	RTE demande d'insérer en annexe du PLU les SUP affectant l'utilisation du sol que constituent les ouvrages électriques (servitude I4).	Ce point sera intégré dans la modification du PLU de Coulogne (évolution des annexes).
2	Règlement	RTE demande de préciser le règlement du PLU avec des dispositions indiquant que les règles de construction et d'implantation dans le règlement du PLU ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.	Ces points seront discutés pour être éventuellement intégrés dans le cadre de l'élaboration du PLUi en cours sur l'agglomération.
3	Incompatibilité avec les EBC	RTE demande le déclassement des EBC sous la ligne 90 kV NO 2 Les Attaques – Calais.	

REMARQUES DE L'AGENCE DE L'EAU	
REMARQUES DE L'AGENCE DE L'EAU	REPOSE DE LA COLLECTIVITE
<p>L'agence de l'eau invite la collectivité à bien vérifier que le PLU est compatible avec les orientations et les dispositions du SDAGE 2022-2027 et notamment listés en annexe de son avis.</p> <p>Elle invite aussi la collectivité à veiller à ce que les dispositions concernant les zones humides du SDAGE soient bien prise en compte.</p> <p>Enfin, elle invite la collectivité à prendre un soin particulier à réaliser les zones de parking au travers de techniques alternatives au ruissellement (zones de stationnement végétalisées, présence de noues végétalisées pour l'évaluation de l'eau, haies...).</p>	<p>Ces remarques n'appellent pas d'évolution dans le cadre de la modification n°2 du PLU de Coulogne.</p> <p>Le PLUi en cours d'élaboration prendra bien en compte les différentes observations transmises.</p>

6-5.Bilan de la consultation des personnes publiques associées

A ce jour, la consultation des personnes publiques associées n'a pas relevé de points pouvant constituer de blocage à la soumission à enquête publique du projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Coulogne.

La procédure de consultation des personnes publiques associées est actuellement terminée. Les derniers avis réceptionnés seront aussi joints au dossier d'enquête publique au cours du déroulement de cette dernière et feront l'objet d'une réponse de la part du maître d'ouvrage.